



2015

Rapport d'activité



Les portraits illustrant ce rapport d'activité ont été réalisés au sein des résidences ALJT de Chaville, de Juvisy-sur-Orge, de Paris XX^e "Dumas" et de Paris IV^e "Résidence des Célestins - Maison des Générations[®]". Nous remercions les résidents pour leur participation.

Crédit photos : Jon Ongkiehong

1

Accueillir, Loger, Accompagner

Loger les publics jeunes p. 10

Accueillir des publics spécifiques p. 16

Accompagner les parcours p. 20

2

Gérer, Développer, Investir

7 nouvelles résidences p. 28

Les ressources humaines p. 42

Gérer au plus près p. 44

L'ALJT est une association, régie par la loi de 1901, créée en 1956. Elle accueille, loge et accompagne en Ile-de-France près de 10 000 jeunes de tous horizons dans 53 résidences dédiées (parc au 31/12/2015).

L'ALJT s'appuie sur des partenariats constants avec les bailleurs sociaux, Action Logement, le Conseil Régional d'Ile-de-France, l'Etat, les villes et agglomérations, les Caisses d'Allocations Familiales, les Conseils Départementaux, l'Agence Régionale de Santé, et le tissu associatif de proximité.

Membre active de l'URHAJ (Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes) et de l'Unafu (Union professionnelle du logement accompagné), l'ALJT propose des solutions adaptées aux publics et aux territoires diversifiés d'Ile-de-France.

Le mot du président

Avec 7 ouvertures de nouvelles résidences, l'ALJT a poursuivi en 2015 l'adaptation de son offre de logements pour les jeunes franciliens.

En remportant avec le Logement Francilien une opération de logement social étudiant sur le plateau de Saclay et plus récemment avec ICF La Sablière une opération dans le cadre du "Réinventer Paris", l'ALJT démontre aussi sa capacité de mobilisation et renforce sa crédibilité auprès des acteurs régionaux.

L'accueil de jeunes femmes avec enfant, l'accueil de jeunes mineurs isolés étrangers, répondent aussi à notre souhait d'apporter notre contribution de manière "raisonnée" à des solutions aux problèmes de la société.

Mais 2015 aura été aussi une année marquée par les événements tragiques qui ont ensanglanté Paris à 2 reprises. La jeunesse a payé un lourd tribut et les résidents parisiens de la résidence pour jeunes travailleurs du passage Saint-Sébastien dans le XI^e arr. ont montré, par leur courage et leur détermination, une solidarité exemplaire.

Nous continuerons à œuvrer pour que nos résidences soient, comme elles l'ont montré dans une situation extrême, des lieux de vie, de liberté, d'échange où se cultive une forme de "mieux vivre ensemble".

Jean-Pierre Brunel - Président de l'ALJT

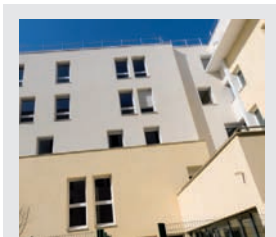
Les faits marquants de 2015

de nouveaux publics, de nouvelles résidences



Février

Ouverture de la résidence de Sèvres (92)



Mars

Ouverture des résidences de Montigny-le-Bretonneux (78) et rue de l'Ourcq (Paris XIX^e)

91,7%

des jeunes recommanderaient
l'ALJT pour la **qualité**
des **logements**

Avril

4 302 résidents donnent leur avis lors de l'enquête de satisfaction annuelle



Mai

Inauguration de la résidence du 23 rue de l'Ourcq (Paris XIX^e)



Juin

Elie, résident de Versailles (78) gravit le Mont-Blanc



Juillet

L'ARS nous renouvelle sa confiance sur le projet prévention santé 2015-2017



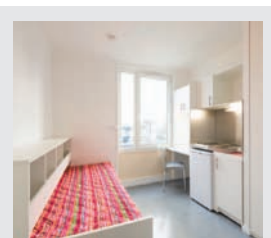
Juillet

Ouverture de la 1^{ère} résidence accueillant des familles monoparentales



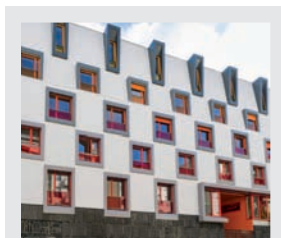
Août

L'ALJT et Logement Francilien retenus pour une résidence étudiante à Palaiseau (Plateau de Saclay)



Septembre

Inauguration des logements rénovés de Rosny-sous-Bois (93)



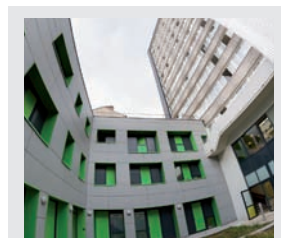
Septembre

Ouverture d'une nouvelle résidence étudiante à Boulogne-Billancourt (92)



Septembre

La 6^e édition du Rallye Culturel attire près de 300 jeunes



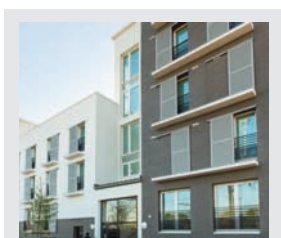
Octobre

La résidence de Paris XIV^e, rue de la Santé, fête ses 50 ans d'existence



Octobre

Une journée dédiée à l'accompagnement des Publics Sous Conventions



Octobre

Ouverture d'une 2^e résidence R'JT à Juvisy-sur-Orge (91)



Octobre

Une journée pour parler de l'accompagnement avec L'ADAPT.



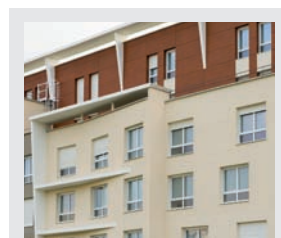
Novembre

Inauguration de la 4^e résidence du XIX^e arr. à Paris, dans le nouveau quartier du boulevard Macdonald



Novembre

Accueil des 1^{ers} mineurs isolés étrangers à Neuville-sur-Oise (95)



Décembre

Ouverture de la 6^e résidence du Val-d'Oise à Cergy-le-Haut (95)



1 Accueillir
Loger
Accompagner

Loger les publics jeunes

En 2015, l'ALJT a recensé sur son site Internet **50 149 demandes** de logement de jeunes de 18 à 32 ans (1 905 de plus qu'en 2014). L'ALJT a accueilli cette année **9 745 résidents** sur les 5 820 logements qui constituent son parc au 31/12/2015 (409 jeunes de plus qu'en 2014). Avec un total de 3 909 résidents sortants en 2015, le public de l'ALJT a donc été renouvelé de 62%.

Les résidences pour Jeunes Travailleurs

Au sein de ses **42 Résidences Jeunes Travailleurs (RJT)**, l'ALJT a logé 8 128 jeunes en 2015. 80% du public accueilli dans ces résidences a moins de 25 ans. Les jeunes de 22 à 25 ans sont les plus représentés avec 57%.

Les résidents sont à **72% originaires de la région Ile-de-France**, (2 points de plus qu'en 2014). Parmi eux, 30% viennent d'un autre département que celui de leur résidence ALJT, 26% du même département et 16% de la commune ou d'une ville limitrophe où est implantée la résidence. Par ailleurs, 20% des résidents sont originaires de province.

Plus d'un tiers des résidents sont en CDI (37% dont 8% à temps partiel) tandis que les CDD représentent 16% (dont 3% à temps partiel). **Le nombre de résidents alternants atteint quant à lui 22%** (qu'ils soient en contrat de professionnalisation ou en contrat d'apprentissage). Pour leurs parts, les stagiaires et les étudiants représentent chacun 6%. Quant aux résidents intérimaires et aux demandeurs d'emploi, ils représentent respectivement 5% et 8%.

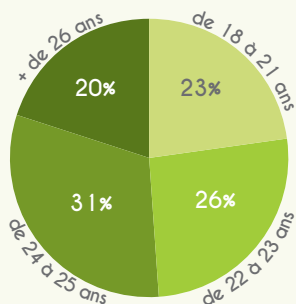
55% des résidents logés ont des ressources inférieures au SMIC (1 137 €) et près de **40% des jeunes sont sous le seuil de pauvreté européen** (992 €).

61%

des résidents RJT
ont bénéficié de l'APL
(Aide Personnalisée au Logement)

Les durées de séjour des résidents ont tendance à s'allonger depuis plusieurs années : en effet, les résidents ayant séjourné plus d'un an en RJT représentent 44% du public.

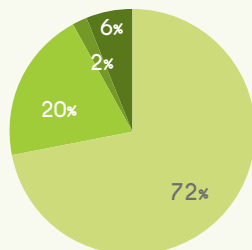
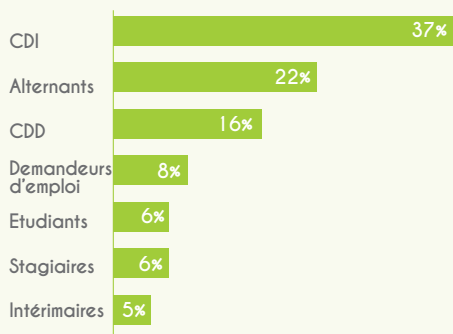
La durée de séjour moyenne en RJT est identique à celle de 2014, à savoir de 16 mois.



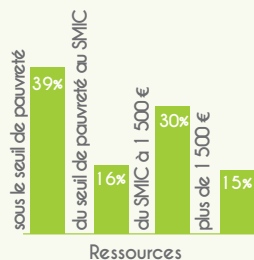
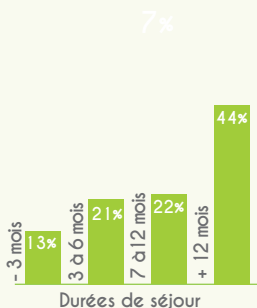
54%



46%



Ile-de-France Province
Autres pays Dom-Tom



Les résidences pour Jeunes Actifs en Mobilité

L'ALJT compte **9 Résidences pour Jeunes Actifs en Mobilité** (R'JAM®) réparties sur l'ensemble de l'Ile-de-France. Ce sont donc 840 logements au sein desquels **1 337 jeunes** ont été logés cette année (72 de plus qu'en 2014). 6 695 candidats ont été recensés sur le site Internet, soit 13% de la demande totale.

Ces résidences étant dédiées à un public plus âgé, **81% des résidents ont plus de 26 ans**.

Ce public est en mobilité intra régionale avec 70% des résidents venant d'Ile-de-France (contre 67,5% l'an dernier).

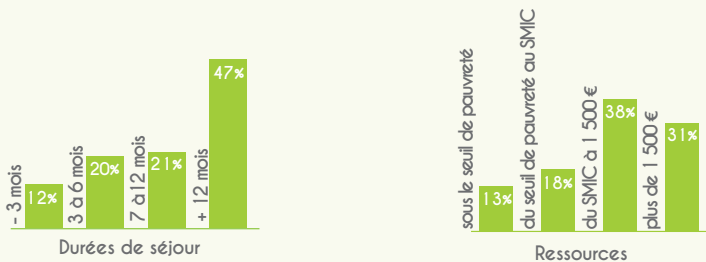
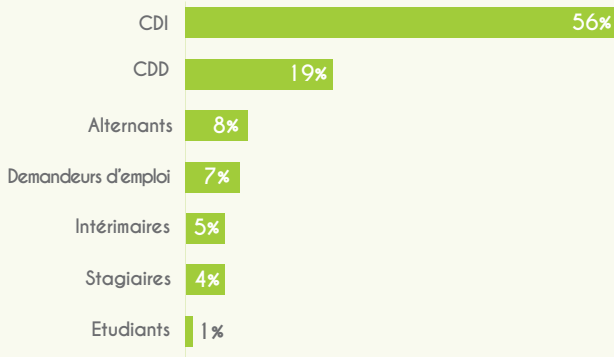
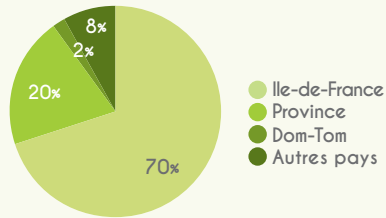
Avec 56% de CDI, 19% de CDD, 8% d'alternants et 5% d'intérimaires, ce sont **88% des résidents qui ont un emploi**. Les autres résidents étant en stages (4%), étudiants (1%) ou demandeurs d'emploi (7%).

S'agissant d'un public plus âgé, 38% des jeunes ont des ressources comprises entre le SMIC et 1 500€. Cependant, **31% des résidents ont des ressources inférieures au SMIC**.

9 résidences pour jeunes actifs en mobilité (R'JAM®)

Avec **une durée de séjour moyenne de 15 mois**, nous constatons le même phénomène que pour le public R'JT, à savoir un net allongement des séjours puisque la majorité des résidents (47%) séjournent plus d'un an au sein des R'JAM®.

- L'Ile-Saint-Denis - 92 logements (ouverture en 2008)
- Villeneuve-Saint-Georges - 74 logements (ouverture en 2009)
- Cachan - 92 logements (ouverture en 2010)
- Magny-le-Hongre - 134 logements (ouverture en 2010)
- Paris XIV^e - 15 logements (ouverture en 2011)
- Saint-Ouen - 25 logements (ouverture en 2011)
- Bobigny - 166 logements (ouverture en 2011)
- Nogent-sur-Marne - 95 logements (ouverture en 2013)
- Fontenay-aux-Roses - 88 logements (ouverture en 2014)



Les résidences pour étudiants et jeunes chercheurs

L'ALJT gère des résidences dédiées aux **étudiants, doctorants et jeunes chercheurs à Gennevilliers et à Boulogne-Billancourt.**

2 865 candidats ont déposé une demande de logement en 2015 sur ces 2 résidences situées dans les Hauts-de-Seine (656 demandes de plus en un an). Sur les 222 logements que comptent ces résidences, **280 jeunes** y ont été logés cette année.

59% des résidents ont moins de 26 ans.

La mobilité reste principalement intra régionale (66%) et à 24% provinciale. 7% des résidents sont en mobilité internationale.

72% ont des ressources inférieures au seuil de pauvreté.

La durée de séjour moyenne des résidents est de 22 mois, en raison notamment des durées de thèse des jeunes doctorants et post-doctorants.

2 résidences pour étudiants, doctorants et jeunes chercheurs (Home'R®)

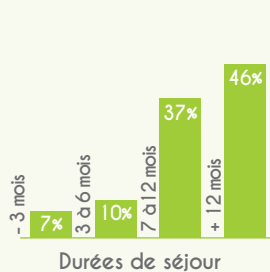
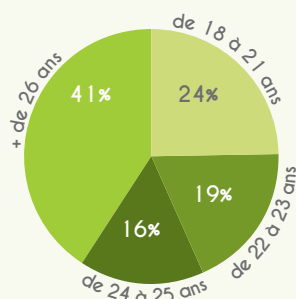
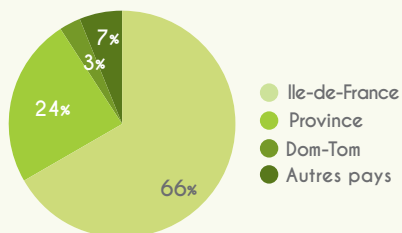
5 nouvelles résidences Home'R® accueilleront prochainement de nombreux jeunes dans toute la région parisienne :

- Gennevilliers - 144 logements (ouverture en 2012)
- Boulogne-Billancourt - 78 logements (ouverture en 2015)
- Vaucresson - 37 logements (ouverture en 2016)
- Nanterre - 110 logements (ouverture en 2017)
- Vitry-sur-Seine - 203 logements (ouverture en 2017)
- Palaiseau - 185 logements (ouverture en 2019)
- Paris XX^e "La Serre Habitée" - 24 logements (ouverture en 2019)



Rénover Paris - La Serre Habitée

Début 2016, l'ALJT a remporté le projet "La Serre Habitée" rue Piat dans le XX^e arr. de Paris. Une équipe pluridisciplinaire pour concevoir, réaliser et animer "autrement" une résidence jeunes dans une dynamique ouverte sur le quartier. Avec ICF La Sablière, l'architecte Vincent Saulier et l'Ecole d'Architecture de Belleville.



Accueillir des publics spécifiques

Les jeunes accueillis sous conventions

Le public sous conventions représente un nombre important de jeunes accueillis : **près de 850 résidents par an.**

Il était devenu nécessaire de préciser la nature de l'accompagnement proposé ainsi que les jeunes et les partenaires concernés. Un **référentiel métier** a donc été réalisé avec l'aide du CEDIAS (Centre d'Etudes, de Documentation, d'Information et d'Actions Sociales).

La dynamique créée autour du public sous conventions s'est poursuivie tout au long de l'année 2015 par la mise en place d'un groupe de travail qui a réalisé un second référentiel à destination cette fois des partenaires. L'objectif était de pouvoir mettre en place une communication ciblée auprès des Conseils Départementaux et des partenaires associatifs.

Aussi, un plan de développement et de rencontres avec les partenaires institutionnels et associatifs est prévu pour 2016 sur chaque groupement territorial de l'ALJT.

Parallèlement, ce groupe de travail a mis à jour et formalisé l'ensemble des conventions en cours avec nos partenaires, qu'il s'agisse de conventions régionales (Croix Rouge Française, PJJ, Télémlythe, etc.) ou de conventions départementales (Association Concorde, Centre Départemental Enfants et Familles, En temps, La Bienvenue, Metabole, etc.)

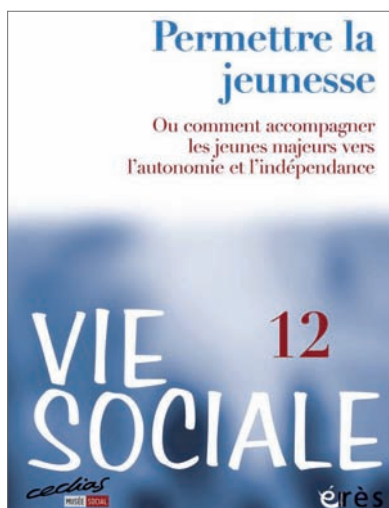
850 jeunes accueillis au titre de public sous conventions

Ce travail mené et ces documents créés ont été présentés et diffusés aux équipes de l'ALJT lors d'une journée de travail en octobre 2015 qui a réuni l'ensemble des salariés concernés par cette thématique.

Ce temps d'échange fut également l'occasion d'aborder la question de l'évolution des relations avec les services de l'enfance de chaque département.

L'année 2015 a donné lieu à l'expérimentation de nouveaux projets d'accueil en lien avec nos partenaires :

- Accueil de **8 jeunes actives avec enfants** sur la résidence "Dorothy Height" à Paris, en lien avec la mairie du XIX^e arrondissement. 2 autres projets sont à l'étude sur l'accueil de ces jeunes femmes avec enfants, à Pontoise (95) en lien avec le centre maternel AIMES et le centre maternel les Gigognes, et à Bondy (93) en lien avec la Mairie (voir détail page 18).
- Accueil de **15 Mineurs Isolés Etrangers** sur 3 résidences du Val d'Oise en partenariat avec le PEPA (Pôle Enfance Parentalité) - Croix Rouge, en réponse à un appel à projet du Conseil Départemental. Une réflexion est menée avec la Croix Rouge Française pour développer ce dispositif sur d'autres départements d'Ile-de-France (voir détail page 19).



Revue trimestrielle "Vie Sociale" du 07/01/16 disponible sur le site www.cedias.org

Le Foyer de jeunes travailleurs (FJT) : un outil d'insertion à valoriser pour les jeunes relevant de la protection de l'enfance ?

Carole Peintre

LES RÉFLEXIONS développées dans cet article ne sont pas le fruit d'une recherche disciplinaire mais reposent sur des analyses issues de travaux d'accompagnement méthodologique conduits en 2014 par le CEDIAS-CREAI Ile-de-France auprès d'une association gestionnaire d'une cinquantaine de Foyers de jeunes travailleurs (FJT) en Ile-de-France (Association pour le logement des jeunes travailleurs-ALJT). Cependant, la méthodologie utilisée s'apparente à une recherche-action dans la mesure où sont croisés les points de vue de différentes catégories d'acteurs : elle repose sur plusieurs modes de recueil des données et vise à aider à la transformation des pratiques professionnelles ou encore à l'évolution de l'organisation des ressources sur le territoire, afin d'améliorer la réponse aux besoins d'un public spécifique.

Ainsi, le CEDIAS-CREAI Ile-de-France a conduit :

– un entretien individuel avec six professionnels de l'association participant à l'accompagnement renforcé des jeunes « sous convention avec l'Aide sociale à l'enfance », en se déplaçant dans les six FJT concernés, situés dans des départements distincts (et donc des contextes locaux très contrastés) ;

Carole Peintre est responsable des études à l'Association nationale des centres régionaux d'études et d'information sur les personnes en situation de vulnérabilité (ANCREIA). Responsable du service « Études et recherche » au CEDIAS-CREAI Ile-de-France jusqu'en octobre 2014.

Accueillir des publics spécifiques

Les familles monoparentales

L'ALJT a ouvert le 1^{er} juillet 2015 sa 4^e résidence dans le XIX^e arr. de Paris. Située au pied de la nouvelle gare Rosa Parks, dans le quartier en pleine évolution du boulevard Macdonald, cette résidence accueille 128 jeunes travailleurs de 18 à 26 ans dont 8 familles monoparentales.

L'accueil de ces familles a été rendu possible grâce au soutien de la Ville de Paris. De plus, l'ALJT travaille étroitement avec la Mairie du XIX^e sur les solutions de garde pour les enfants et le relogement des jeunes au terme de leur séjour.

L'ALJT poursuit le développement de ces résidences accueillant jeunes travailleurs et familles monoparentales dans d'autres départements d'Ile-de-France.

8 familles monoparentales dans la résidence "Dorothy Height"



***Fanta**, 22 ans, a emménagé dans son nouveau logement en juillet où elle peut s'occuper sereinement de sa petite fille de 19 mois, **Amy**. Après avoir été hébergée par des amis pendant plusieurs mois, Fanta est ravie d'avoir retrouvé une certaine indépendance qui lui permet de vivre sa vie de mère et de jeune travailleuse, en qualité d'auxiliaire de vie auprès de personnes âgées.*



*A 1 mois, **Tyron** est le plus jeune résident de l'ALJT. Il a également emménagé en juillet avec sa maman **Gladys**, dans leur nouveau logement après avoir vécu dans un autre FJT du XIII^e arr. de Paris. Gladys a connu l'existence de la résidence ALJT "Dorothy Height" grâce à un référent social du PSA (Permanences Sociales d'Accueil), dispositif mis en place par la Ville de Paris.*



Hamadi, résident MIE est arrivé du Mali en octobre 2014. Il s'est installé le 5 octobre 2015 dans la résidence de Neuville-sur-Oise. Il a 17 ans et prépare un CAP boulangerie en apprentissage. "Je suis heureux d'avoir mon propre logement même si j'appréhende un peu... J'aimerais maintenant pouvoir travailler afin d'économiser pour m'acheter une voiture et voyager."

Vincent HUBERT, responsable du service éducatif

"Le DIS 95 (Dispositif d'Insertion Sociale), c'est l'union de 2 acteurs que sont l'ALJT et le PEPA - LAO (Lieu d'Accueil et d'Orientation) qui mutualisent leurs compétences au service de l'insertion des jeunes. C'est la poursuite de l'accompagnement mené avec les MIE dans le cadre du LAO 95. C'est une dernière étape d'un parcours institutionnel en protection de l'enfance leur permettant d'accéder à une vie autonome. L'ambition du DIS 95 est d'aboutir avec les jeunes à une intégration réelle et complète."

Les Mineurs Isolés Etrangers (MIE)

Le PEPA - Croix Rouge, en partenariat avec l'ALJT a répondu à l'appel à projet lancé par le Conseil Départemental du Val d'Oise pour développer un dispositif d'accueil et d'accompagnement innovant en direction des Mineurs et Majeurs Isolés Etrangers : le DIS 95. Ces jeunes sont accueillis en résidences pour Jeunes Travailleurs et bénéficient d'un co-accompagnement.

L'ALJT assure l'intégration dans le collectif, l'appropriation du logement, la connaissance de l'environnement, propose des actions collectives d'aide à l'insertion professionnelle, à la gestion du budget, à l'éducation santé et prépare au relogement.



Le DIS 95, accompagne ces jeunes pour toutes leurs démarches spécifiques : régularisation des papiers, ouverture des droits, accès aux soins, apprentissage de la langue, construction du projet professionnel et

accompagnement physique si nécessaire. L'objectif de ce dispositif unique en France est de mettre ces jeunes en situation d'autonomie dans un cadre sécurisant pour qu'ils puissent finaliser leur projet.

La résidence de Neuville-sur-Oise accueille depuis octobre des MIE qui bénéficient de l'accompagnement du DIS 95 et de l'ensemble des services ALJT. Ils sont aujourd'hui 12 répartis sur 4 résidences ALJT du Val d'Oise.

La démarche Pass' Logement® : vers une ouverture de la démarche pour permettre davantage de parcours résidentiels

En 2015, l'accent a été mis sur plusieurs actions liées à cette démarche initiée en 2008.

A commencer par la **collaboration avec les partenaires** et plus spécifiquement les CIL d'Action Logement et les bailleurs sociaux qui ont à nouveau été très mobilisés cette année et proposent de nombreux logements adaptés aux profils des résidents (typologies, surfaces, localisations ou encore plafonds de ressources).

594

jeunes relogés dans le logement social grâce au Pass' Logement®

L'ALJT développe avec ses partenaires de nouvelles méthodes de travail pour répondre à la fois à leurs obligations mais aussi aux attentes et aux besoins des jeunes.

Tout au long de l'année, 372 offres ont été proposées sur la bourse au logement en ligne dédiée aux résidents. Un an après le lancement de ce site **passlogement.com** (en octobre 2014), une enquête a été menée à l'automne 2015 auprès des utilisateurs (résidents, partenaires et salariés ALJT) pour une **évaluation complète de l'outil**. Il en est ressorti une réelle satisfaction mais aussi des pistes d'améliorations qui seront apportées au cours de l'année 2016 afin de répondre encore mieux aux besoins de tous.

De plus, pour mettre à disposition des jeunes une offre de logements encore plus conséquente, une démarche est lancée en 2016 avec l'URHAJ et des FJT franciliens présents sur des territoires où l'ALJT est moins implantée. L'objectif étant de développer des partenariats toujours plus nombreux.

Afin d'**offrir à ses résidents des solutions diverses**, l'ALJT propose par ailleurs à ses résidents une inscription gratuite sur le site LocService pour une recherche de logement dans le parc privé.

Enfin, l'accent a été mis sur la **professionnalisation des équipes** avec la mise en place de sessions de formations pour les nouveaux salariés, animées conjointement avec IDL 95, mais aussi la mise à disposition de nouveaux outils pédagogiques pour travailler collectivement avec les résidents (Jeu Kijoulou, atelier sur la colocation, etc).

Les partenaires actifs de la démarche



Accompagner les parcours

La reconduction du partenariat avec l'ARS

L'ALJT a présenté à l'équipe de l'ARS (Agence Régionale de Santé), lors d'un dialogue de gestion en novembre 2014, le bilan des 3 années de la convention précédente ainsi qu'un nouveau projet. Malgré la réduction des budgets et le recentrage sur des opérateurs spécifiques de la santé, l'ARS a reconduit cette convention triennale : en effet, le public jeune reste une de ses priorités.

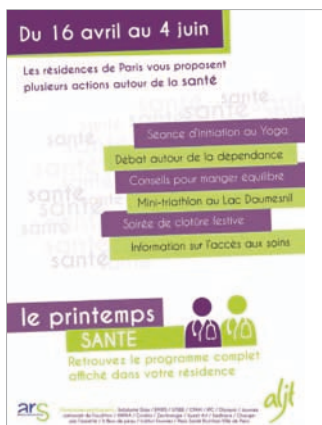
Aussi, une nouvelle convention 2015-2017, axé sur l'ouverture des droits et l'accès à la santé, a été signée avec l'ARS.

Le bilan 2015 révèle que l'ALJT a réalisé 518 actions, touché plus de 3 000 jeunes et comptabilisé plus de 6 000 participations. Il a été convenu avec l'ARS que le travail soit désormais réa-

lisé en mode projet sur des axes bien définis tels que l'ouverture des droits et accès à la santé, les partenariats de proximité avec les lieux de soins et quelques axes spécifiques : santé buccodentaire, vaccinations, bien être psychique, formation des professionnels aux repérages des conduites à risque.

92%

de résidents satisfaits des animations liées à la santé
(Enquête de satisfaction ALJT 2015)



Pour permettre une évaluation plus massive et qualitative des actions santé et de leurs portées, 2 questions ont été ajoutées à l'enquête de satisfaction annuelle menée auprès des résidents ALJT.

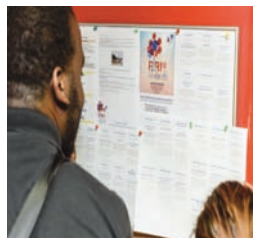
Il en ressort que **63,8% des jeunes ont acquis des connaissances lors d'ateliers santé** (qu'il s'agisse de structures de soin, de professionnels de santé ou de leurs droits) et que **66,8% ont changé leurs pratiques en matière de santé grâce aux actions auxquelles ils ont participé.**

L'emploi au cœur des préoccupations

L'emploi étant un élément essentiel pour la construction du parcours résidentiel et un sujet de préoccupation des résidents, l'ALJT a décidé d'approfondir son travail sur ce sujet.

Le développement du travail sur cette thématique s'inscrit dans :

- la dynamique d'ingénierie sociale engagée,
- le réajustement ou l'adaptation des pratiques en matière d'accompagnement,
- le renforcement des collaborations ou partenariats à l'échelle territoriale.



Depuis mai 2015, un groupe de travail a pu mettre en place plusieurs actions :

- un **diagnostic régional** de la politique de l'emploi et de la formation et des dispositifs existants,
- des **diagnostics départementaux** permettant de révéler les points forts et faiblesses de l'ALJT, les réseaux de partenaires et les ressources des territoires,
- une **enquête auprès des salariés** qui a permis de révéler les bonnes pratiques en matière d'accompagnement et de partenariat, mais aussi les profils des résidents ayant un besoin d'un accompagnement
- une **enquête auprès des résidents** pour identifier leurs attentes et permettre de mieux orienter les propositions d'accompagnement et les partenariats à développer

En 2016, ce groupe travaillera sur la rédaction d'un **référentiel emploi** qui comportera un outil de diagnostic, un guide méthodologique, des fiches actions, des fiches-guide pour l'accompagnement et un guide des partenaires (ces derniers seront répertoriés en fonction des dispositifs qu'ils proposent, puis classés selon le public ciblé).

Accompagner les parcours

La culture

La **6^e édition du rallye culturel** a rassemblé 300 résidents qui ont ainsi pu découvrir ou redécouvrir Paris et son histoire en suivant un parcours ludique aux 4 coins de la capitale.

48 équipes se sont défiées lors de cette journée et ont rivalisé d'imagination et de créativité sur un groupe Facebook dédié à ce Rallye qui leur a permis de s'exprimer et d'échanger entre eux.

La journée s'est terminée à la résidence "Diderot" à Paris XII^e, pour une soirée conviviale réunissant tous les participants.



La citoyenneté et le "Vivre ensemble"

A la suite des attentats qui ont touché la France en 2015 et de l'émotion suscitée parmi les salariés et les résidents, l'ALJT a mis en place un **groupe de réflexion sur le "Vivre ensemble"**.



Celui-ci a pour but de revisiter les modes d'intervention et d'action pour garantir le respect des différences, l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ou encore le respect des croyances.

Des journées de réflexion seront organisées dans les différents Groupements Territoriaux et une charte du vivre ensemble sera mise en place dans les résidences ALJT.





2

GÉRER
DÉVELOPPER
INVESTIR



Sèvres (92)

27 logements

Propriétaire : RSF

Ouverture : Février 2015

Partenaires :

Etat

Région Ile-de-France

Conseil Départemental des Hauts-de-Seine

Grand Paris Seine Ouest

Ville de Sèvres

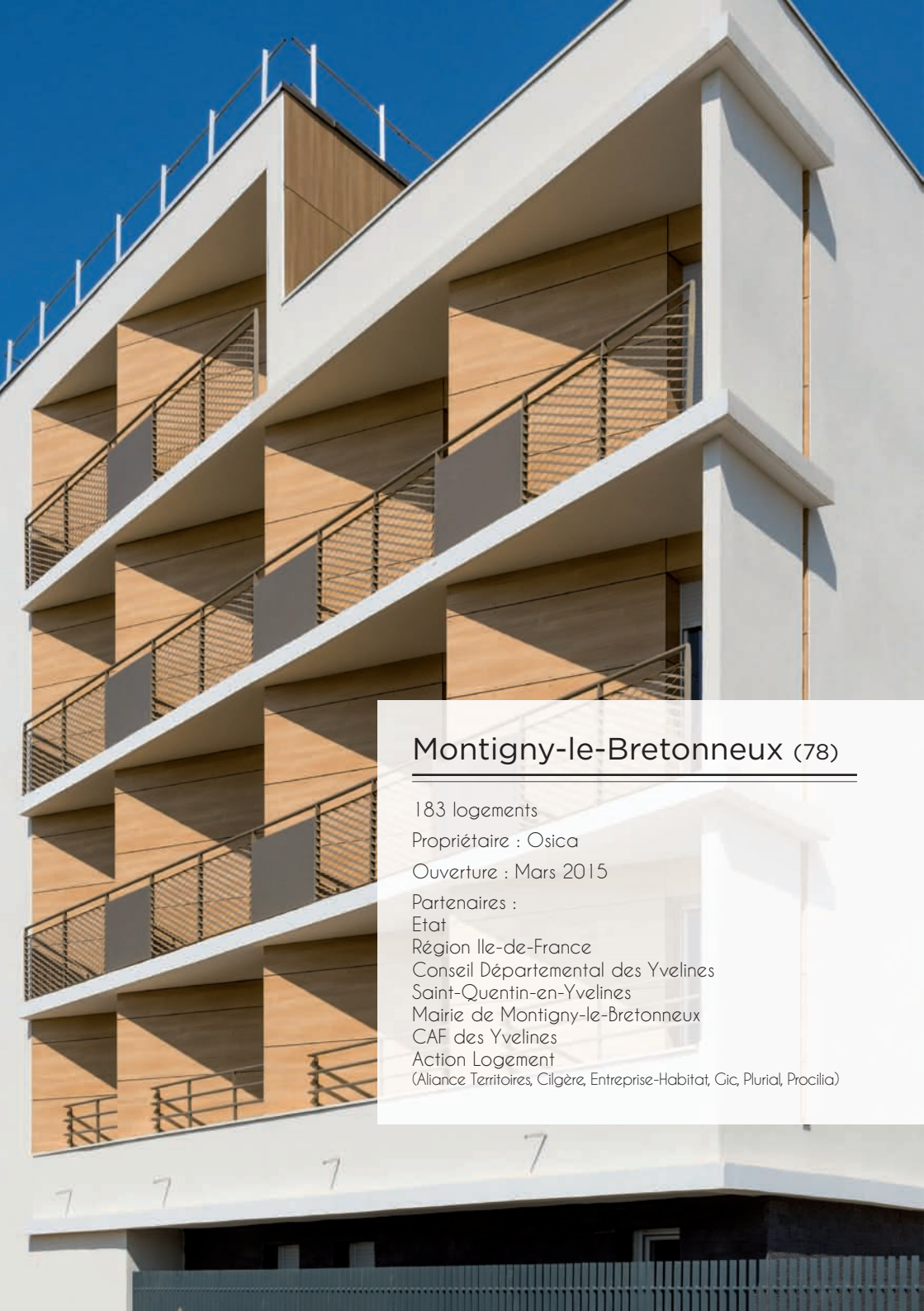
CAF des Hauts-de-Seine

Action Logement (Alliance Territoires, Cigère, Solendi)



RJT

20 rue Jules Hetzel
92310 Sèvres



Montigny-le-Bretonneux (78)

183 logements

Propriétaire : Osica

Ouverture : Mars 2015

Partenaires :

Etat

Région Ile-de-France

Conseil Départemental des Yvelines

Saint-Quentin-en-Yvelines

Mairie de Montigny-le-Bretonneux

CAF des Yvelines

Action Logement

(Alliance Territoires, Cilgère, Entreprise-Habitat, Gic, Plurial, Proclia)



RJT

Résidence du Vélodrome
2 rue des Tritons
78180 Montigny-le-Bretonneux



Paris 19^e - Ourcq (75)

93 logements

Propriétaire : Paris Habitat

Ouverture : Mars 2015

Partenaires :

Etat

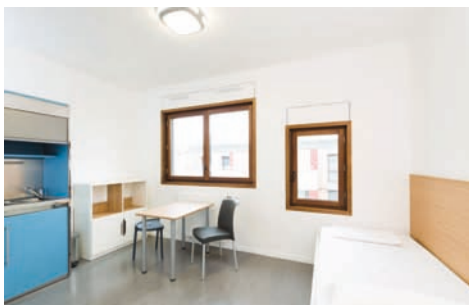
Région Ile-de-France

Mairie de Paris

Mairie du XIX^e arrondissement

CAF de Paris

Action Logement (Alliance Territoires)



RJT

23 rue de l'Ourcq
75019 Paris



Paris 19^e - Dorothy Height (75)

128 logements

Propriétaire : Efidis

Ouverture : Juillet 2015

Partenaires :

Etat

Région Ile-de-France

Mairie de Paris

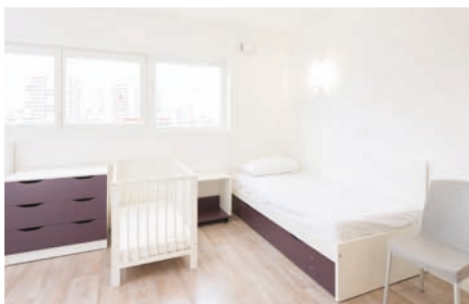
Mairie du XIX^e arrondissement

CAF de Paris

Action Logement (Alliance Territoires, Cilogère, Gic, Solendi)

Rosa Parks





RJT

Résidence "Dorothy Height"
68 rue Cesária Evora
75019 Paris

Boulogne-Billancourt (92)

78 logements

Propriétaire : Logis Transport

Ouverture : Septembre 2015

Partenaires :

Conseil Départemental des Hauts-de-Seine

Grand Paris Seine Ouest

Mairie de Boulogne-Billancourt

Université Paris-Dauphine

Sciences Po Paris

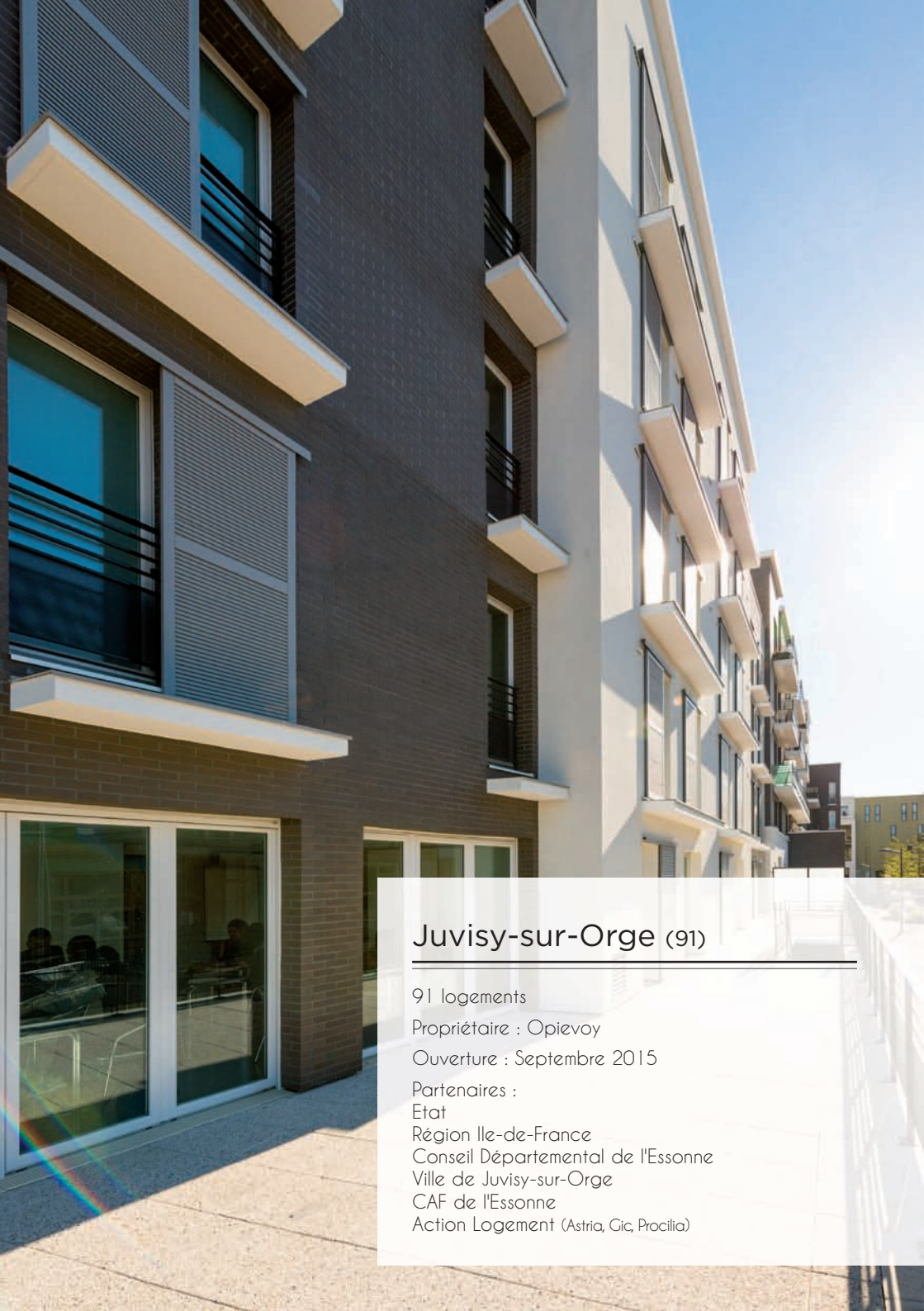
Action Logement (Amalia)





HOMER

99 rue de Silly
92100 Boulogne-Billancourt



Juvisy-sur-Orge (91)

91 logements

Propriétaire : Opievoy

Ouverture : Septembre 2015

Partenaires :

Etat

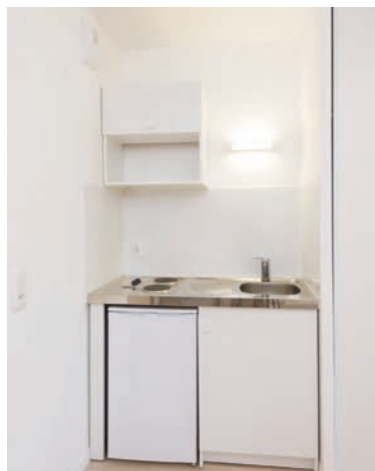
Région Ile-de-France

Conseil Départemental de l'Essonne

Ville de Juvisy-sur-Orge

CAF de l'Essonne


Action Logement (Astria, Gic, Proclia)



RJT

Résidence "Les Montains"
22 rue Danton
91260 Juvisy-sur-Orge



A modern multi-story apartment building with a mix of brick and stone cladding. The building features balconies with glass railings and a ground-floor entrance with a stone wall and a glass door. The sky is blue with some clouds.

Les Hauts de Cergy (95)

131 logements

Propriétaire : Efidis

Ouverture : Novembre 2015

Partenaires :

Etat - PIA (Programme d'Investissements d'Avenir)

Région Ile-de-France

Conseil Départemental du Val d'Oise

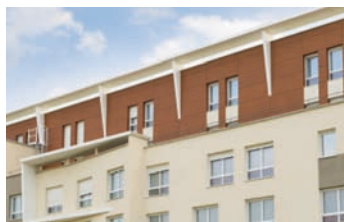
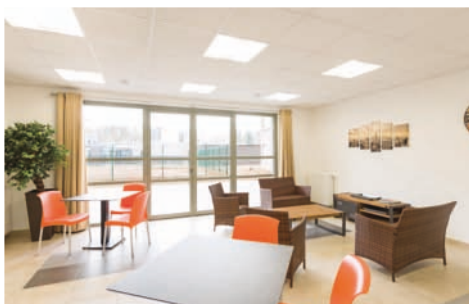
Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Ville de Cergy

CAF du Val d'Oise

CCI Paris Ile-de-France

Action Logement (Alliance Territoires, Cigère, Gic, Solendi)



RJT

5 rue des Aubevoys
95800 Cergy-Pontoise

Les ressources humaines

Le recrutement et la promotion des salariés de l'ALJT

54 recrutements externes ont eu lieu en 2015 dont 69% en CDI. Ces recrutements concernent à plus de 50% des métiers de l'accompagnement.

Dans le cadre du dispositif "Emploi d'Avenir", l'ALJT a pu intégrer 2 jeunes en insertion professionnelle pour des postes dans le domaine de la Gestion Hôtelière et Sécurité, accompagnés d'un cursus de professionnalisation pour leur permettre d'acquérir des compétences métier reconnues. Au 31/12/2015, 6 jeunes bénéficiaient de ce dispositif.

L'ALJT a également poursuivi sa politique d'évolution professionnelle et de mobilité : 9 salariés ont pu bénéficier d'une promotion interne et/ou ont eu l'opportunité de découvrir un nouveau métier dans le cadre d'une mobilité transversale.

L'accompagnement du développement des savoirs et des savoir-faire par la formation

264 salariés étaient présents au 31/12/2015, dont 254 équivalents temps plein et 97% en CDI. L'ALJT a poursuivi sa politique de développement des compétences des équipes : en 2015, 182 salariés ont eu accès à un ou plusieurs programmes, ce qui a représenté un total de 8 223 heures de formation.

264 salariés au 31/12/2015
(250 salariés au 31/12/2014)

En parallèle, 17 salariés ont pu débiter ou poursuivre des formations diplômantes ou qualifiantes. Les axes prioritaires et les thèmes majeurs de formation en 2015 ont concerné le développement des compétences relationnelles et techniques avec des programmes concernant la gestion des situations difficiles, les modalités d'accompagnement de nos résidents, les formations sécurité et les nouvelles technologies.

Des négociations sociales vivantes

En 2015, La direction et les délégués syndicaux ont signé 10 accords d'entreprise dont un sur les "Contrats de Génération", 4 sur la Négociation Annuelle Obligatoire et 5 sur l'exercice des mandats des partenaires sociaux.

Un accord d'entreprise triennal a été signé dans le cadre de la mise en place de la nouvelle mandature portant sur les moyens mis à disposition du CE, des DP et des membres du CHSCT. Cet accord a pour objectif de continuer à associer durablement les instances représentatives du personnel dans le développement de l'ALJT et de maintenir ainsi la qualité du dialogue social dans la philosophie de la Loi du 14 juin 2013 sur la sécurisation de l'emploi.

La poursuite de l'accompagnement et la conduite du changement avec la GPEC

Dans le cadre du projet d'Amélioration de la Gestion Informatisée des Résidents (ACIR), des "fiches d'analyse d'impacts" par fonction ont été réalisées afin de mesurer les conséquences fonctionnelles en vue de co-construire un plan de formation efficient et pragmatique. Dans cette dynamique prospective du capital humain de l'ALJT, des "fiches métier" ont été étudiées en vue d'être modifiées, créées ou supprimées.

La mise en œuvre de la Loi du 5 mars 2014 relative à la "formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale" a permis dans le cadre de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) la refonte du guide de l'entretien d'évaluation professionnelle et la création d'un guide d'entretien professionnel. Cette nouvelle obligation va permettre de dresser un bilan du parcours professionnel de chaque salarié tout en identifiant un projet professionnel motivé à travers un bilan formation et une ingénierie des nouveaux dispositifs formatifs.

Enfin, l'entame de renégociation de l'accord triennal "GPEC 2012-2015" a permis de proposer aux partenaires sociaux un canevas complet des différentes thématiques de la "GPEC 2016-2019" assorti d'un calendrier annuel de négociation sur plusieurs métiers, la gestion des carrières et les conditions de travail.

Les produits d'activité progressent de 4,1%.

7 nouvelles résidences ont ouvert en 2015 : 6 résidences R'JT et une résidence Home'R®. La résidence de Bondy a été fermée pour reconstruction.

en K€	2014	2015	Variation
Produits d'activité	34 638	36 065	4,1%
dont l'hébergement	28 236	29 580	4,8%
dont l'accueil conventionné	2 143	2 171	1,3%
dont la vie collective	4 259	4 314	1,3%

Entre 2014 et 2015, la capacité moyenne de l'ALJT est passée de 5 938 places à 6 023 places soit une progression de 1,4%.

Le **chiffre d'affaires hébergement** progresse de 4,8%. Ceci est dû essentiellement à la croissance externe de 2015 (+ 1 737 K€), à l'effet report des résidences dont les ouvertures sont intervenues en 2014 (+ 412 K€), à la fermeture pour démolition/reconstruction de la résidence de Bondy (- 617 K€) et à l'effet report de la fermeture de la résidence de Chevilly-Larue en 2014 (- 331 K€).

Au 31/12/2015, le nombre de places au sein du parc ALJT s'élève à 6 307 contre 5 828 à fin 2014 (+ 8,2%).

Le taux d'occupation global, toutes résidences confondues (dont ouvertures et fermeture), est stable à 96,5% comme en 2014. Sur les résidences en exploitation normale, il est de **98,2% soit 1,5% de plus qu'en 2014**.

L'impact des augmentations des redevances (effet prix) s'élève à 0,6% en moyenne sur l'ensemble de l'ALJT.

Les **produits de l'accueil conventionné**, liés au suivi spécifique individualisé de publics ressortant notamment de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) gérée par les départements, augmentent de 1,3% soit 29 K€. Les évolutions les plus significatives se situent sur les résidences ALJT du Val d'Oise.

Les **produits de vie collective** augmentent de 54 K€. Ils représentent 11,7% du total des produits hors provisions (en diminution de 0,2% par rapport à 2014).

en K€	2014	2015	Variation
Vie collective	4 260	4 314	1,3%
collectivités locales	1 745	1 652	-5,4%
FONJEP	187	178	-4,7%
CAF PSE	2 327	2 484	6,7%

L'augmentation de la subvention d'exploitation de la Ville de Paris (+32 K€) et la diminution de l'aide du Conseil Départemental des Yvelines (-107 K€) en raison d'une nouvelle convention d'objectifs et de financement pour la période 2015-2017 justifient l'essentiel de l'évolution des produits issus des collectivités locales.

La **prestation socio-éducative versée par les CAF** représente 57,6% du total des produits de vie collective et 6,7% (+ 0,2% par rapport à 2014) du total des produits hors reprises de provisions. La variation s'explique par l'augmentation de l'assiette de calcul assise sur les frais de personnel en raison de l'évolution du nombre de résidences RJT.

Les produits divers d'exploitation et annexes sont en augmentation de 8 K€.

Les **produits financiers** sont stables.

Les **reprises de provisions** augmentent de 63 K€ et concernent la résidence de Bondy pour 184 K€ dont la fermeture pour démolition/reconstruction a eu lieu le 30 juin 2015. La provision pour réhabilitation constituée en 2000 a été soldée, traduisant ainsi la fin du cycle de réhabilitation des résidences "historiques".

La quote-part des subventions d'investissement (**subventions transférées**) diminue de 24 K€ (- 18,5%). Elles suivent le rythme des amortissements correspondants.

Les charges augmentent de 2,5%

Les **loyers** augmentent de 394 K€ soit 4,7% sous l'effet de l'augmentation du périmètre géré en 2015 et de l'effet report des ouvertures de 2014 (+ 838 K€ globalement), des fermetures de

Chevilly-Larue en 2014 et de Bondy en 2015 (-154 K€), d'une diminution du loyer d'Argenteuil (-160 K€) et d'une régularisation sur la résidence de Pontoise portant sur la période 2012/ 2014 (-82 K€). Le solde s'explique par la variation des indices IRL et ICC et des taux de PCRC sur les résidences récentes.

en K€	2014	2015	Variation
Coût des locaux	17 389	17 816	2,5%
dont loyers	8 321	8 715	4,7%
dont fluides	3 267	3 433	5,1%
dont fonctionnement	388	387	-0,3%
dont petits matériels et équipements	211	225	6,7%
dont impôts	590	605	2,7%
dont charges financières	32	33	1,5%
dont amortissements	1 404	1 463	4,2%
dont contrats	1 026	1 013	-1,2%
dont réparations	850	808	-4,8%
dont plan pluriannuel entretien (PPEP)	1 300	1 132	-12,9%

Les **fluides** augmentent de 5,1%. Hors variation du périmètre géré entre 2014 et 2015, le coût est stable. L'ALJT poursuit ses efforts de maîtrise des consommations dans le cadre des objectifs de sa charte de développement durable.

Les coûts de **fonctionnement** sont stables (-1 K€ soit -0,3%). Ces coûts sont essentiellement constitués des charges de blanchissage, des achats de produits d'entretien et des contrats d'entretien des espaces verts.

Les charges de **petits matériels et équipements** évoluent de 14 K€ (+ 6,7%). Elles correspondent aux achats ponctuels pour réassort des textiles (draps, alèzes, etc.), des couvertures, des rideaux, des matelas, ainsi que les achats d'électroménagers ou de mobiliers.

Les **impôts** progressent sur l'exercice 2015 de 2,7%. La variation s'explique par la variation du périmètre géré entre 2015 et 2014.

Les **charges financières** sont stables. L'ALJT n'a plus aucun emprunt à la fin de l'exercice.

Les **amortissements** sont en augmentation de 4,2% soit 59 K€.

En 2015, l'ALJT a autofinancé ses investissements qui se sont élevés à 2 108 K€ dont :

- 1 155 K€ en mobilier (55% du total),
- 746 K€ en agencements et installations (35% du total),
- 74 K€ en matériels et logiciels informatiques (4% du total),
- 31 K€ en matériel et outillage (1% du total).

Le coût des **contrats d'entretien** diminue de 13 K€ soit -1,2%.

Le coût des **réparations** régresse de 41 K€ soit -4,8%. Les achats de petits matériels et outillages sont en diminution de 11 K€ et l'entretien et réparations de 30 K€.

Dans le cadre du **plan pluriannuel d'entretien du patrimoine**, des programmes ont été réalisés sur l'exercice avec pour objectifs :

- le maintien en l'état des équipements (remplacement de composants) dont la responsabilité incombe à l'ALJT,
- le soutien de l'attractivité commerciale des sites concernés.

En 2015, l'ALJT a ainsi engagé 389 K€ dont 161 K€ sur Pontoise, 79 K€ sur Boulogne-Billancourt "Vieux Pont de Sèvres", 75 K€ sur Sarcelles, 16 K€ sur Brétigny-sur-Orge et 15 K€ sur Versailles. Ce montant a fait l'objet d'une reprise de provision à due concurrence.

La **provision pour gros entretien** nommée PPEP est dotée à hauteur de 1 132 K€ pour l'exercice 2015.

Les **coûts communs** sont en augmentation de 334 K€. Ils sont composés :

- des charges d'honoraires qui évoluent de 268 K€ dont 161 K€ liés au recours à un cabinet d'optimisation des charges salariales (gain de 248 K€ en 2015) et **86 K€ pour la réalisation des évaluations externes obligatoires** dans le cadre de la loi 2002-2 sur 12 résidences et le CHRS à Rosny-sous-Bois,
- des coûts liés à l'informatique (+ 4 K€),

Le coût du personnel augmente de 0,1%.

en K€	2014	2015	Variation
Coût du personnel	16 945	16 956	0,1%
Charges de personnel	16 384	16 338	-0,3%
Fonctionnement	562	618	9,9%

Les effectifs moyens sont en augmentation de 8,1 ETP à 257,6 ETP en 2015 (249,5 ETP en 2014).

La variation des coûts du personnel s'explique essentiellement par les éléments suivants :

- la diminution significative de la provision CP/CET (-467 K€) en raison d'un accord portant sur le rachat partiel de jours sur le CET pour les salariés souhaitant en bénéficier,
- l'étude portant sur l'optimisation des charges salariales avec effet rétroactif à 2011 et validé par un contrôle URSSAF,
- la poursuite du déploiement de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) entraînant des évolutions individuelles,
- des mesures individuelles et collectives attribuées aux salariés en 2015 dont les primes collectives après accords signés avec les organisations syndicales,
- l'effet report des mesures individuelles et des augmentations de la valeur du point 2014 et l'augmentation des charges sociales et des impôts et taxes sur salaires,
- l'augmentation du périmètre géré par l'ALJT en 2015, l'effet report des ouvertures de 2014 et des fermetures de 2014 et 2015,
- les coûts de sous-traitance service (globalement stables), de sous-traitance sécurité (en diminution) et les charges d'intérim de remplacement (en progression).

Le coût de **fonctionnement du personnel** est en augmentation de 56 K€ soit 9,9 % sous l'effet notamment du périmètre géré par l'ALJT (+25 K€).

Les **charges diverses** progressent de 41 K€. Elles comprennent notamment les cotisations (+23 K€) et les frais et commissions bancaires dont le coût du paiement résidents par Internet (+12 K€).

Les **impayés** constitués des frais de contentieux et des charges sur créances douteuses résidents et tiers augmentent de 100 K€ et s'élèvent à 161 K€. Ils comprennent une provision de 67 K€

constatée sur le Conseil Départemental de l'Essonne pour faire suite à un courrier daté du 31/12/2015 de son Président indiquant que les factures en attente ne pouvaient être réglées faute d'un budget suffisant. **Les impayés résidents représentent 0,29% du chiffre d'affaires hébergement.**

Les dépenses de **vie résidentielle** diminuent de 25 K€ soit -10% en 2015. Le coût net (après subventions) des actions au bénéfice des résidents diminue.

Les **dotations aux provisions pour risques et charges** s'élèvent à 890 K€ (+561 K€). Sur l'exercice, elles sont composées d'une provision :

- permettant de faire face aux conséquences induites par les travaux de remise à niveau des résidences en terme de chiffre d'affaires pour 658 K€,
- de 232 K€ en vue de financer les projets retenus au sein du Fonds d'Innovation et de Développement et d'Adaptation (FIDEA).

Le **résultat exceptionnel** s'élève à -11 K€ du fait d'une régularisation sur exercices antérieurs comptabilisée sur le siège.

Le résultat s'élève à 148 K€.

Dans un contexte économique et social défavorable, l'ALJT, dans la continuité des exercices précédents, continue à maintenir et améliorer ses grands équilibres de gestion tout en se développant et en autofinanciant ses investissements.

Bilan actif 2015

Actif en €	Brut	Amortissements et provisions	Net 2015	Net 2014
Immobilisations incorporelles			153 134	144 599
Frais d'établissement	798 142	703 506	95 237	33 911
Logiciels	753 539	695 641	57 898	110 687
Immobilisations corporelles			7 013 313	6 677 488
Installations techniques, matériels et outillage	629 881	539 968	89 913	125 623
Autres immobilisations corporelles	18 299 366	11 505 892	6 793 474	6 281 302
Immobilisations corporelles en cours :				
Travaux en cours	129 926	0	129 926	270 562
Autres, avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations financières (1)			834 024	793 695
Titres de participations	55 946	0	55 946	55 946
Effort 1% construction et prêts	569 570	0	569 570	531 062
Dépôts et cautionnements	208 508	0	208 508	206 687
Actif immobilisé (I)	21 445 477	13 445 007	8 000 470	7 615 782
Stocks et en-cours			0	0
Vivres et boissons			0	0
Fournisseurs avances et acomptes			15 022	60 046
Créances d'exploitation			2 019 931	2 014 480
Créances clients et comptes rattachés :				
Locataires et organismes payeurs d'APL	1 915 962		1 915 962	1 953 771
Clients douteux ou litigieux	178 381	74 443	103 938	52 571
Produits non encore facturés	31		31	8 138
Créances diverses (2)			1 288 287	1 321 073
Opérations pour le compte de tiers				
Autres créances	1 416 253	127 966	1 288 287	1 321 073
Valeurs mobilières de placement			0	0
Disponibilités			12 963 798	12 600 750
Banques			0	0
Chèques postaux			0	0
Caisse d'Epargne	12 958 063		12 958 063	12 594 023
Autres			0	0
Caisse	5 735		5 735	6 727
Charges constatées d'avance	132 575		132 575	196 955
Actif circulant (II)	16 607 000	202 409	16 419 612	16 193 303
Charges à répartir (III)	0	0	0	0
Primes de remboursement (IV)	0	0	0	0
Ecart de conversion actif (V)	0	0	0	0
Total général (I+II)	38 052 477	13 647 416	24 420 083	23 809 085
(1) dont à moins d'un an	3 643 202			
(2) dont à plus d'un an	0			

Passif en €	Net 2015	Net 2014
Capitaux propres	2 761 395	2 613 264
Fonds de dotation	518 530	518 530
Report à nouveau	2 094 733	1 947 135
Résultat de l'exercice	148 131	147 598
Subventions d'investissement	447 394	441 870
Subventions reçues	1 160 450	
Subventions rapportées au compte de résultat	- 713 056	
Avance CDC	1 829 388	1 829 388
Capitaux propres (I)	5 038 177	4 884 522
Provisions pour risques et charges	6 648 077	5 764 836
Provisions pour risques	214 283	214 283
Autres provisions pour charges	658 708	494 931
Provisions pour fonds d'innovation, développement et adaptation	626 000	650 000
Provision pluriannuelle entretien patrimoine	5 149 086	4 405 623
Provision pour gros travaux		
Provisions (II)	6 648 077	5 764 836
Dettes financières	2 428 060	2 888 461
Emprunts auprès des Etablissements de Crédits (2)	0	450 484
Dépôts et cautionnement reçus :		
Dépôts de garantie des résidents	2 314 260	2 141 676
Autres dépôts	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	0	177 349
Clients créditeurs	113 800	118 952
Dettes d'exploitation	10 236 120	10 195 563
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 852 329	5 244 194
Dettes fiscales, sociales et autres	5 383 790	4 951 369
Dettes diverses	68 177	75 703
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0
Opérations pour le compte de tiers		0
Autres dettes	68 177	75 703
Produits constatés d'avance	1 472	0
Passif exigible (III)	12 733 829	13 159 727
Total général (I+II+III)	24 420 083	23 809 085
(1) dont à plus d'un an	0	
dont à moins d'un an	12 732 357	
(2) dont concours bancaires et soldes créditeurs de banques	0	

Compte de résultats 2015

Charges en €	2015	2014
Charges d'exploitation	38 933 401	37 724 569
Consommations de l'exercice en provenance des tiers	19 602 155	18 985 715
Achats pour la restauration	0	0
Achats non stockés de matières et fournitures	4 232 230	4 111 373
Services extérieurs :		
Sous-traitance	2 483 133	2 601 274
Redevances de crédit bail	0	0
Locations	8 841 840	8 437 415
Entretien et réparations	1 880 698	2 133 745
Primes d'assurances	178 737	217 002
Etudes et recherches	0	0
Divers	15 298	7 324
Personnel extérieur à l'association	435 503	303 992
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	664 182	420 770
Information, publications, relations publiques	1 10 781	50 257
Transports	2 015	7 307
Déplacements, missions et réceptions	90 732	98 850
Frais postaux et de télécommunications	471 912	465 670
Frais de banque divers	195 095	130 738
Impôts, taxes et versements assimilés	1 853 709	1 671 640
Sur rémunérations	1 234 946	1 144 829
Autres impôts et taxes	618 763	526 811
Charges de personnel	13 266 226	13 331 122
Salaires et traitements	8 886 940	8 784 919
Charges sociales	4 379 286	4 546 203
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 843 455	3 363 567
Amortissements des immobilisations	1 618 178	1 569 018
Provisions pour risques	2 022 868	1 680 140
Provisions pour créances douteuses	202 409	114 409
Autres charges	367 857	372 525
Vie sociale	314 262	348 689
Pertes sur créances irrécouvrables	46 632	23 296
Subventions et charges diverses de gestion courante	6 962	541
Charges financières	32 775	32 279
Charges exceptionnelles	21 567	10 776
Sur opérations de gestion	17 686	10 351
Sur opérations en capital :		
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0	0
Autres	0	0
Dotations aux amortissements	3 881	425
Dotations aux provisions	0	0
Total des charges	38 987 744	37 767 625
Solde créditeur BENEFACTE	148 131	147 598
Total général	39 135 875	37 915 223

Produits en €	2015	2014
Produits d'exploitation	38 897 493	37 626 612
Produits des activités	36 065 465	34 637 984
Prestations de services :		
Activité de restauration	0	0
Activités d'hébergement	29 580 320	28 235 823
Actions spécifiques	2 171 384	2 142 551
Prestations de vie collective	4 313 761	4 259 610
Production immobilisée	0	0
Subventions d'exploitation	453 132	649 505
Subventions d'actions de formation	139 426	333 013
Autres subventions	313 706	316 492
Autres produits d'exploitation	1 093 420	968 012
Remboursements et mises à disposition	440 135	562 251
Adhésions - cotisations	223 062	209 592
Autres produits de gestion courante	430 223	196 169
Reprises sur amortissements et provisions	1 285 477	1 371 110
Reprises de provisions pour risques	1 139 628	1 270 298
Reprises de provisions pour créances douteuses	145 849	98 813
Autres reprises	0	2 000
Produits financiers	124 284	130 605
Produits exceptionnels	114 098	158 006
Sur opérations de gestion	7 019	19 230
Sur opérations en capital :		
Produits des cessions d'éléments d'actif	0	0
Subventions d'investissement virées au résultat	107 014	131 383
Autres	65	7 393
Reprises sur provisions	0	0
Total des produits	39 135 875	37 915 223
Solde débiteur PERTE		
Total général	39 135 875	37 915 223

Le Conseil d'Administration

au 31 décembre 2015

Le 16 décembre 2015, le Conseil d'Administration de l'ALJT a approuvé le Plan à Moyen Terme 2016-2020 qui fixe le cadre stratégique, économique, social et financier de l'évolution de l'ALJT pour les 5 ans qui viennent.

Personnes physiques

Jean-Pierre BRUNEL

| Président |

Ancien Directeur Général Adjoint de la Caisse des Dépôts

Jean-Pierre BOBICHON

Ancien administrateur principal auprès de la Commission Européenne

Elisabeth CRESPIY

Directrice Générale du FIAP Jean Monnet

Jean-Jacques DENIZARD

Président de l'Association Pour l'Accès aux Garanties Locatives

François GARRAUD

| Trésorier |

Ancien Directeur des résidences services d'une SA d'HLM

Jean-Yves LAUTRIDOU

| Membre du Bureau |

Secrétaire fédéral - Fédération Communication Conseil Culture de la CFDT

Marianne LEBLANC-LAUGIER

Inspecteur Général de l'Administration du Développement Durable,
Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

Jean-Luc LIABEUF

Ancien Dirigeant d'ESH

Daniel MIGNOT

Ancien Dirigeant syndical

Personnes morales

Caisse des Dépôts

représentée par Arnaud de CAMBIAIRE - Directeur inter-régional adjoint

Caisse des Dépôts

représentée par Philippe PRADIER - Direction du Développement Territorial et du Réseau Département de la Politique de la Ville et du Développement Urbain

Osica

représentée par François-Xavier DESJARDINS - Directeur Général Adjoint
| Membre du Bureau |

Immobilière 3F

représentée par Jean-Marie ANDRE - Conseiller auprès du Directeur Général

Gic (Action Logement)

représenté par Fabrice MUNIER-JOLAIN - Directeur du Locatif et de l'Innovation Sociale

REVES (Résider et Vivre Ensemble à Sarcelles)

représentée par Raoul JOURNO - Membre de REVES

CESER (Conseil Economique, Social et Environnemental Régional d'IDF)

Le Conseil d'Administration tient à rendre hommage à M. Jean-Paul RUEFF, représentant le Conseil Economique, Social et Environnemental, décédé en décembre 2015.

55 résidences en Ile-de-France

